



PISA 2025 : le lourd bilan de dix années de politique éducative

Les résultats de l'enquête PISA 2025 dressent un bilan dramatique de la politique éducative menée depuis près d'une décennie. Baisse généralisée des performances, maintien d'inégalités sociales inacceptables et dégradation des conditions de travail des enseignant·es : ce palmarès sanctionne le parcours de la génération d'élèves entrée au CE1 en 2017 et appelle à une rupture urgente.

Une chute généralisée doublée d'inégalités persistantes

Le constat est sans appel : les performances moyennes des élèves diminuent en culture scientifique, en compréhension de l'écrit et en mathématiques, et ce, quelle que soit leur origine sociale. Plus grave encore, la France s'illustre une nouvelle fois comme l'un des pays les plus inégalitaires de l'OCDE. L'écart de performance entre les élèves issus des milieux les plus populaires et ceux des milieux les plus favorisés atteint des sommets : 100 points d'écart en sciences, et plus de 90 points en lecture et mathématiques.

Sous-investissement et dogmatisme pédagogique

Cet échec est d'abord le fruit d'un sous-investissement chronique. Avec 21,6 élèves par classe en France contre 19,2 en moyenne en Europe, et une dépense publique d'éducation par élève inférieure à la moyenne de l'OCDE, l'école primaire étouffe. À ce manque de moyens s'ajoute l'obsession ministérielle pour les "fondamentaux" (lire, écrire, compter) qui n'est pas sans incidence sur la baisse de performance en culture scientifique, par ailleurs mise en évidence par la DEPP. La primauté mise sur les items des évaluations nationales, généralisées à tous les niveaux de l'école élémentaire, a conduit, à rebours des consensus scientifiques, à réduire le temps consacré aux apprentissages les plus pertinents pour la réussite de tous les élèves, et particulièrement ceux des classes populaires. Le résultat est flagrant : alors que les scores en vitesse de lecture (fluence) progressent, ceux de la compréhension s'effondrent.

Des personnels à bout de souffle

Les contraintes imposées par le ministère ont profondément dégradé les conditions de travail. L'enquête *Talis* révèle ainsi une chute vertigineuse de 22 points du taux de satisfaction des enseignant·es quant à leurs conditions de travail dans le premier degré depuis 2018. Loin de tirer les leçons de ce bilan, les récentes annonces d'Edouard Geffray montrent son entêtement à imposer des mesures inscrites dans une logique de pilotage vertical qui enlise un peu plus le service public d'éducation.

L'urgence d'une rupture

La FSU-SNUipp exige une rupture immédiate passant par un investissement massif et durable dans l'école primaire. Elle réclame une baisse significative des effectifs dans toutes les classes, l'augmentation de la scolarisation dès 2 ans, le réabondement des RASED et l'amélioration des conditions d'exercice avec le retour de dispositifs comme « plus de maîtres que de classes ». Il est par ailleurs impératif d'abandonner l'obsession dogmatique pour les "fondamentaux" et l'imposition de pratiques peu efficaces, afin de rendre aux personnels la liberté de leurs pratiques et le choix de leur formation, conditions indispensables pour œuvrer véritablement à la réussite de toutes et tous.

Paris, le 8 septembre 2026